Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°133
18 janvier 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Que 2022 soit l'année du retour des luttes du monde du travail !

Les deux années écoulées ont été marquées, pour le monde du travail, par des périodes de chômage, des pertes de revenus partielles ou totales, des conditions de travail toujours plus dures, plus précaires. La nouvelle année, elle, arrive avec une augmentation fulgurante des factures d'énergie et des prix en général et une nouvelle vague du Covid dans des hôpitaux exsangues.

Les fins de mois des ménages populaires sont marquées par l'angoisse, les hôpitaux et les écoles sont au bord de la rupture, mais le tableau n'est pas le même du côté de la finance et des grandes fortunes.

Les dix plus grandes fortunes du monde ont cru de 352 milliards d'euros, ou 67 000 euros par minute et par personne ! Un nouveau record s'annonce pour les dividendes distribués aux actionnaires dans le monde pour l'année 2021, et les bourses du monde courent de record en record. En Belgique, le nombre des milliardaires et des millionnaires a augmenté en pleine pandémie !

Ce qui est en cause, c'est moins le virus que les choix des grands capitalistes et des gouvernements à leur service. C'est le fonctionnement de cette société, tournée entièrement vers le profit.

Pour certains capitalistes, la pandémie elle-même était une occasion en or : Pfizer, BioNTech et Moderna font à elles seules 52 500 euros de profits… par minute ! Des profits réalisés avec des vaccins hors de prix qui écartent la population pauvre de la planète de la vaccination. Ce qui permet aussi au virus de produire de nouvelles mutations… et des nouvelles vagues, y compris dans les pays riches.



D'autres, comme les grands groupes du pétrole et du fret, utilisent leurs positions de monopole pour augmenter les prix. Les factures d'énergie à la hausse, ce n'est pas perdu pour tout le monde. Le bénéfice net de Total pour les neuf premiers mois de 2021 a, par exemple, quadruplé par rapport à la même période en 2020. Le groupe d'énergie Engie envisage un résultat net de 3 milliards d'euros pour 2021, trois fois plus élevé qu'en 2019. Les augmentations des factures de l'énergie perturbent tous les secteurs de l'économie et ont des conséquences dramatiques sur les ménages populaires. Mais tant pis : les fortunes des grands actionnaires doivent continuer à croître !

Et ce n'est pas seulement en tant que consommateurs que les travailleurs payent un prix de plus en plus élevé.

Depuis un an, les 16 plus grandes entreprises de l'automobile sont confrontées à la pénurie de semi-conducteurs, suivie entre-temps de pénuries d'autres pièces. Les ventes reculent et quasiment toutes les entreprises ont connu des périodes de chômage. Or les profits n'ont pas baissé, au contraire ! Le groupe VW par exemple, livrait 24% de voitures de moins au 3ème trimestre 2021, mais réalisait un profit en hausse de 5% !

Ce miracle s'explique par une exploitation accrue. Ce sont aussi en grande partie les caisses de chômage qui ont garanti au moins une partie des salaires, dans les périodes d'arrêt de la production, une économie énorme pour les actionnaires. Ce qui ne les a pas empêchés d'accélérer les cadences les jours travaillés. Déjà, des dizaines de milliers d'intérimaires en Europe se sont retrouvés sans emploi et sans salaire et d'autres suppressions d'emplois sont planifiées dans tous les groupes de l'automobile.

Pour faire face aux aléas de leur économie, les patrons exigent une flexibilité toujours plus importante. En témoignent les 6,4 millions de contrats journaliers signés en 2019. Entre 2015 et 2019, la moitié des contrats intérimaires étaient des contrats journaliers. Chaque jour, en moyenne, quelques 17 800 travailleurs sont sous ce genre de contrat qui exclut toute forme de sécurité de l'existence.

Avec ça, les grandes entreprises et banques profitent des subventions des États. Jamais les dépenses des États pour soutenir l'économie n'ont été aussi élevées, alourdissant sans cesse le fardeau de la dette publique. Les hôpitaux, les écoles, les communes sont au bord de l'asphyxie, et ne peuvent plus fournir des services essentiels à la population, pendant que des milliards d'argent public partent gonfler les coffres forts des capitalistes, banquiers et industriels, qui n'en ont aucune utilité autre que le luxe et la spéculation !

Cette classe capitaliste qui se sent tout permis, qui impose son égoïsme à toute l'humanité, craint cependant une chose : le retour des luttes collectives des travailleurs. Car c'est dans ces luttes que la classe ouvrière peut redécouvrir sa force et sa capacité d'imposer un autre monde : un monde où ce sont les humains qui comptent, et non le profit. Alors, pour faire de 2022 une « bonne année », préparons la lutte dès maintenant !



Paix aux chaumières, guerres aux palais !

Pour la consommation des pauvres et des travailleurs, les prix des pommes de terre et du gaz augmentent de 10%, 20%, 100%... Pour la consommation des riches, c'est le nombre de voitures de luxe vendues qui augmente. En 2021, c'est +50% de ventes pour Rolls Royce, +27% pour Ferrari, +31% pour Bentley, +173% pour Aston Martin par rapport à 2020.

La conclusion est évidente. Pour baisser le prix de l'alimentation et de l'énergie pour les classes populaires, il faut baisser les ventes des Rolls-Royce et Ferrari, ou, ce qui revient au même, prendre sur les dividendes pour augmenter les salaires !

352 milliards de plus pour Elon Musk et Cie



La fortune des dix plus riches capitalistes du monde a augmenté de 352 milliards en 2021... C'est écœurant ! Toute cette richesse, c'est à la vie des travailleurs du monde entier qu'elle a été arrachée ! Voilà à quoi ont servi les attaques sur les salaires et les primes ! Voilà où a disparu la moitié du caddie raflé par l'inflation ! Voilà pourquoi on se lève tôt, on se tue au travail !

Tous ces efforts, ces humiliations et ces privations pour qu'Elon Musk, Jeff Bezos et quelques autres puissent se vautrer dans leurs milliards et continuer à parasiter la société ? Puisque ce sont les travailleurs qui font tourner toute la société et qu'ils sont la grande majorité de la population, ils ont la force de s'opposer au parasitisme des capitalistes et de mettre un terme définitif à l'exploitation !

Energie : le pneu crevé des CPAS

Ouvriers, aide-ménagères, employés de l'administration, petits indépendants, isolés ou familles monoparentales : voilà des catégories de ménages qui se tournent de plus en plus vers les CPAS pour payer leurs factures d'énergie.

Les CPAS sont débordés. Des aides ont été octroyées par le fonds fédéral énergie et les gouvernements régionaux, mais c'est insuffisant. « Les pouvoirs publics ne mesurent pas toute l'ampleur de la catastrophe en cours » constate une responsable de la Fédération des CPAS wallons.

Surtout, les dirigeants politiques n'ont rien d'autre à proposer à la population que se serrer la ceinture pour réduire leur consommation. Catherine Moureaux, bourgmestre PS de Molenbeek, veut « inviter les bénéficiaires du CPAS à des ateliers pour avoir des démarches de prévention à la consommation d'énergie ».

Mais face à la facture de régularisation qui va arriver dans quelques mois, la meilleure « prévention » consiste à agir contre les spéculateurs et les capitalistes responsables de cette explosion des prix.

Baisse de la TVA sur l'énergie : oui, à condition de contrôler les capitalistes

Le 13 janvier, la grande majorité des députés ont refusé de voter la

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

motion du PTB de baisser la TVA sur l'énergie de 21 à 6%.

Les élus du PS se retranchent derrière une proposition d'une aide de 200 € par ménage, soit un dixième de la facture énergie en moyenne !

Les écolos disent qu'il faut aider les plus pauvres mais laisser l'augmentation des prix entraîner une diminution de la consommation d'énergie, imités par les libéraux et les sociaux-chrétiens. Toute cette agitation ne vise qu'à masquer leur soumission devant les capitalistes qui sont derrière l'envolée des prix.

Engie-Electrabel a augmenté ses bénéfices de 2,6 milliards en 2021 ! Bien sûr qu'il faut prendre cet argent pour réduire les factures des travailleurs et de la population pauvre. Mais pour cela, il faudra que les ouvriers imposent un contrôle et une publicité complète des comptes opaques de ces grosses entreprises qui s'enrichissent par un véritable racket sur les consommateurs.



Demander des augmentations de salaire ? Plutôt les imposer !

La FGTB, la CSC et la CGSLB lancent une pétition pour demander aux responsables politiques de modifier la loi sur la norme salariale.

D'après les directions syndicales, c'est cette loi qui les empêche de demander des augmentations de salaire aux patrons lors des négociations ! Demander, demander, demander… Il n'y a que les directions syndicales pour faire mine de croire que c'est en demandant que les travailleurs obtiendront de réelles hausses de salaire, alors que les patrons réclament un saut d'index, que dans les entreprises les primes ne sont pas distribuées, que les salaires sont attaqués et que les intérimaires ne sont pas embauchés !

Les travailleurs font tout les jours l'expérience que les patrons sont à l'offensive et qu'en l'absence de véritables luttes, les patrons ne sont disposés qu'à négocier… plus d'efforts de la part des travailleurs !

Contrairement à ce qu'affirment les directions syndicales, ce n'est pas la loi qui empêche les augmentations de salaire. La preuve : même ce qui est légalement autorisé comme l'indexation ou les primes n'est pas garanti.

Alors ça ne sert à rien de tourner autour du pot ! Les hausses de salaire ne peuvent être obtenues qu'en les imposant au patronat et en prenant sur les profits. Et cela, ce n'est pas en demandant au gouvernement l'autorisation de négociation avec le patronat, mais par des luttes déterminées que le camp des travailleurs peut le réaliser.

Lever le secret bancaire, c'est autre chose !

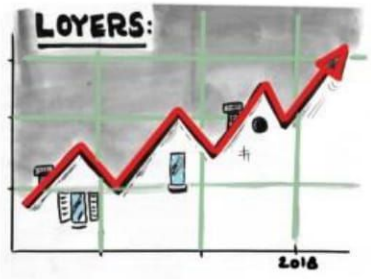
Depuis le début de cette année, le fisc a accès à tous les comptes bancaires, une mesure baptisée trompeusement "fin du secret bancaire". Deux fois par an, le 30 juin et le 31 décembre, les banques devront communiquer l'état des comptes à vue et d'épargne, ainsi que des assurances vie et des comptes à actions, à l'État. Facilitant ainsi le contrôle des fraudes petites et moyennes, l'Etat espère récupérer 1 milliards d'euros.

Cela frappera en premier lieu les travailleurs, chômeurs, petits indépendants, qui auraient effectué un travail au noir.

Les gros fraudeurs peuvent, à l'aide d'une armée de conseillers fiscaux, avocats et notaires, entretenir des labyrinthes de sociétés et de comptes dans les paradis fiscaux. Ceux-là peuvent profiter de l'amnistie fiscale qui permet aux fraudeurs fiscaux de ramener au pays l'argent mis à l'abri, sans aucune sanction !

Contrôler les pauvres et les faire payer, l'État sait faire. Pour contrôler les riches et les faire payer, il faut que les travailleurs prennent les choses en main.

Indexation record des loyers



Lorsque tous les prix augmentent, les propriétaires qui louent un logement peuvent augmenter le loyer en conséquence par un mécanisme d'indexation. Vu l'augmentation énorme des prix, l'indexation des loyers est donc elle aussi record. Ainsi, quelqu'un qui paie 600€ de loyer devra payer 30€ supplémentaires.

Ce mécanisme illustre bien la logique générale du capitalisme. Pour les propriétaires qui louent des logements, l'augmentation des prix n'est pas vraiment un problème, ils n'ont qu'à augmenter le loyer pour garder le même pouvoir d'achat… ou de profit.

Par contre les travailleurs, qui sont en bout de chaîne, ne peuvent que subir toutes les augmentations qui leurs tombent sur la tête de tous les côtés… Ils n'ont pas d'autres choix que de se battre pour augmenter leurs salaires !

Le ministre flamand du logement se déguise en Père Noël du marché privé

Début janvier, le ministre Diependaele (N-VA) a annoncé vouloir offrir la bagatelle d'un demi-milliard d'euros aux constructeurs immobiliers du secteur privé !

Cela représente la moitié du budget dédié au logement social en Flandre. Sans chercher, Diependaele a trouvé une utilisation pour cette somme : les patrons privés que les gouvernements ont toujours à cœur de servir au mieux.

En passant, Diependaele exprime son mépris des locataires sociaux en montrant du doigt ceux qui possèdent un logement dans leur pays d'origine.

Sans vergogne, il prétend que soutenir les promoteurs privés servirait les travailleurs modestes qui ne remplissent pas les conditions pour obtenir un logement social, comme les jeunes diplômés. Et une fois de plus, il ressort ce vieux couplet archi-usé et raciste des braves gens qui bossent dur face aux profiteurs des allocations sociales, et qui parfois sont d'origine immigrée en plus... Quel manque d'originalité dans le cynisme !

Aujourd'hui, les chiffres officiels citent 170 000 familles en attente de logement social. Un chiffre tellement élevé que même les partis politiques traditionnels ont désapprouvé la sortie de Diependaele, car, si cette politique de soutien aux capitalistes est aussi la leur, les manières du ministre ont été un peu trop brutales.

170 000 familles en attente d'un logement social, cela signifie autant de familles qui ne vivent pas dignement. Combien de personnes âgées et d'enfants cela fait-il qui vivent dans la débrouille, dans des logements beaucoup trop exigus, dans une humidité permanente ou dans le danger des incidents électriques ? Sans parler des familles qui doivent vivre à la rue.

Toute cette misère alors que les villes débordent de logements vides. Rien que pour la ville de Gand, des bénévoles avaient recensé 600 maisons vides au printemps passé... Ils dénonçaient non seulement le nombre terrible de sans-abris dans la ville, mais aussi l'incurie de l'administration qui ne fait même pas payer les taxes auxquelles sont théoriquement astreints les propriétaires qui laissent les bâtiments abandonnés pourrir sur pied pour des raisons de spéculation immobilière.

Le simple fait que le recensement soit fait par des bénévoles en dit long sur l'inaction des communes, des villes et des gouvernements. Clairement Diependaele fait des économies sur son budget parce que le gouvernement veut diminuer les dépenses publiques en matière de logement, comme dans tous les autres services publics.

Dans ce capitalisme en crise, les gouvernements se déchargent toujours plus d'organiser le logement de la population, et cela alors même que le chômage, les bas salaires, les loyers exorbitants, l'endettement poussent de plus en plus de familles à la rue.

Les ministres prétendent s'inquiéter des travailleurs modestes mais ils laissent les capitalistes tout faire : abuser des contrats intérimaires et à durée limitée dans tous les secteurs ; faire flamber les prix du gaz, de l'électricité et de l'essence dans le secteur de l'énergie ; geler les salaires ; exploser les prix de l'alimentaire...

Les travailleurs, en relevant la tête, pourront faire barrage aux profiteurs privés de l'immobilier. Alors il sera possible de s'organiser pour recenser les logements vides et en planifier la rénovation, ainsi que pour faire construire les logements neufs nécessaires.

Gouvernement wallon : la lutte des places n'empêche pas les partis d'être unis contre les travailleurs

Le ministre du budget du gouvernement wallon, le libéral Jean-Luc Crucke, a démissionné de son poste en faisant le plus de bruit médiatique possible. Avec l'aide des socialistes, des écolos et la complaisance de la presse, il voulait se faire passer pour un libéral à la fibre sociale avec un projet d'impôt un peu moins injuste. Pas pour forcer les riches et les grandes entreprises à payer plus d'impôts, bien sûr, mais des mesures fiscales qui touchaient l'électorat du MR, comme de taxer les donations aux enfants en tant que droits de succession ou encore réserver les réductions fiscales des Pick-Up et SUV aux seuls professionnels.

Le président du MR, Georges-Louis Bouchez, a appelé les députés wallons du MR à s'opposer à ce projet, par pure tactique électorale, ce qui a finalement poussé Crucke à la démission. Mais il ne faut pas être dupe : MR, PS, et écolos derrière eux, poursuivent le même objectif de faire payer aux travailleurs et à la population leur politique de soutien aux grosses entreprises.

Et Crucke est fier de ses méthodes de Budgets Base Zéro, grâce auxquelles le gouvernement wallon économise 150 millions par an sur le dos des travailleurs des services publics.

Ensemble avec le ministre président socialiste, Elio Di Rupo, ils imposent des mesures d'économies dans les administrations provinciales qui suppriment des milliers d'emplois. Tandis qu'ils s'engagent à rembourser 1,2 milliards € aux assureurs des sinistrés des inondations. Tandis qu'ils empruntent d'autres milliards pour financer le développement de réseaux d'hôpitaux capitalistes concurrents.

Les dirigeants du MR réfléchissent peut-être à quitter le gouvernement wallon pour préparer les élections de 2024 sur les bancs de l'opposition. Quant aux dirigeants CdH dans l'opposition, comme André Antoine, leurs seules critiques contre le gouvernement Di Rupo est qu'il ne réduit pas assez ses dépenses !

En fait, ils sont impatients de revenir au gouvernement pour continuer et aggraver la politique d'austérité contre les travailleurs et la population. Et ainsi vogue le petit navire des politiciens dont l'ambition électorale ou personnelle est le seul

horizon, sur un océan d'injustices sociales insupportables.

Quarantaine FEB : à la carte du patron

Le 31 décembre, la FEB demandait aux autorités de réduire les règles de quarantaine face au variant Omicron. Le 4 janvier, ses vœux étaient exaucés par les 9 ministres de la santé.

Alors c'est très simple : suppression pure et simple de la quarantaine même pour les contacts à haut risque pour ceux qui ont les deux doses depuis moins de 5 mois. Dispensés de PCR mais port du masque FFP2 pendant 10 jours. Pour les deux doses depuis plus de 5 mois, quarantaine de 10 jours ramenée à 4 avec PCR quotidien et FFP2.

Et pour les non-vaccinés, c'est 10 jours ramenés à 7 avec FFP2. Vous avez remarqué ? Le FFP2 ne change pas… Et si vous avez du mal à respirer pendant l'exploitation patronale, ne vous inquiétez pas : c'est tout à fait normal.

Flexibilité Omicron : le mécanisme du cliquet



Pour remplacer les travailleurs en quarantaine, le patronat veut obtenir des syndicats « des mesures de flexibilité exceptionnelles » : assouplissement de la législation sur les heures supplémentaires, recours aux jobs étudiants, aux flexi-jobs, voire même aux travailleurs retraités ! Mais la flexibilité a toujours été imposée aux travailleurs sous prétexte de « circonstances exceptionnelles ».

Et chaque mesure qui permet aux patrons de faire travailler plus d'heures, plus de nuits, plus d'années au détriment de la vie sociale et de la santé n'est jamais abandonnée. C'est le mécanisme du cliquet patronal qui transforme l'ouvrier en accessoire de la machine et du profit.

La réponse de la classe ouvrière ne peut consister qu'en luttes pour imposer des embauches pour que tout le monde travaille, et que tout le monde se repose et se soigne autant que c'est nécessaire !

Saut d'index : qui ne tente rien n'a rien

Les organisations patronales, dominées par les grosses entreprises, exploitent la détresse, réelle ou supposée, des PME pour exiger un saut d'index limité. La Voka flamande demande « un petit saut d'index, à négocier ». La FEB propose que les indexations actuelles soient « absorbées lors de l'accord interprofessionnel 2023–2024 ».

En fait, les patrons eux-mêmes sont divisés, le secteur de la grande distribution par exemple craint un effondrement de la consommation vu l'inflation des prix. Ils seraient pour l'augmentation des salaires… mais seulement dans les autres entreprises que la leur !

Pour les travailleurs, les choses sont plus simples : tous les salaires doivent augmenter, en prenant sur les profits d'autant plus scandaleux qu'accumulés en temps de pandémie !

Kazakhstan : Révolte et répression



Au Kazakhstan aussi, les prix augmentent à une vitesse folle, sans que les salaires suivent. Cette situation intenable a poussé la population dans la rue. La réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre. Le président du pays a ordonné de "tirer pour tuer" : au moins 225 morts, 2600 hospitalisés, des milliers d'arrestations, avec l'aide de l'armée russe.

Ces massacres n'ont pas fait broncher les dirigeants occidentaux qui préfèrent fermer les yeux et soutenir un régime fort qui assure leurs intérêts dans la région, notamment en uranium et en pétrole.

Les dirigeants occidentaux réservent leurs envolées humanitaires contre les pays concurrents qui veulent garder une certaine indépendance comme la Chine ou qui se sont révoltés contre leur domination comme Cuba.

Grève réussie dans l'éducation nationale en France

Jeudi 13 janvier, la grève appelée par les syndicats enseignants et lycées, ainsi que par les associations de parents d'élèves a été largement suivie en France.



Ils voulaient dénoncer la situation intenable dans les écoles lors de la rentrée. Le ministre de l'Éducation Blanquer venait d'annoncer un enième protocole sanitaire impossible à suivre et qui ne fait que semer encore plus la pagaille au sein des établissements scolaires. Des parents sont obligés d'aller chercher leurs enfants parfois en pleine journée et d'attendre devant des pharmacies, elles-mêmes débordées ; des directeurs tenus de vérifier des dizaines d'attestations prouvant que l'enfant peut revenir en classe ; des infirmières scolaires qui ne peuvent plus que s'occuper du Covid… Le ministre se vante de laisser les

classes ouvertes, mais 10 800 ont dû tout de même fermer, des milliers d'enfants et de professeurs sont en isolement…

En près de 2 ans de pandémie, aucun poste supplémentaire n'a été créé et quasiment pas de moyens matériels n'ont été alloués. Il manque des milliers d'enseignants et de remplaçants, de surveillants, d'infirmières scolaires…

Devant la mobilisation massive des salariés de l'Éducation, le ministre a lâché la promesse de fournir des masques, de reporter certaines épreuves du Bac et de recruter 3 300 enseignants contractuels et 1 500 assistants d'éducation.

Ces annonces sont à mettre au compte de la grève. Mais elles sont très loin de résoudre la pénurie de personnel qui se chiffre par dizaines de milliers. Et elles ne seront suivies d'effet que si la pression des grèves et de la rue s'exerce en permanence sur le gouvernement.

LO France

Manque de moyens pour l'école… en Belgique aussi

La situation belge est exactement la même que la française. Aucun moyen n'a été mis pour augmenter les effectifs et répondre à la pandémie. Les professeurs malades ou en quarantaine ne sont pas remplacés, pas de postes en plus du côté du personnel d'entretien, ni du côté des PMS, ni du personnel administratif… Il n'y a pas suffisamment de détecteurs de CO2, pas de masques fournis au personnel ni aux élèves… La préoccupation du gouvernement n'est pas de permettre aux jeunes d'étudier dans de bonnes conditions.

Les moyens pour organiser le dépistage, la prévention et l'accueil des enfants sont toujours aussi dérisoires. Comme lors des vagues précédentes, les parents doivent trouver des solutions seuls, que ce soit pour faire tester leurs enfants, ou pour les garder à la maison.

Le gouvernement peut bien multiplier les protocoles et faire les gros yeux aux non-vaccinés, mais en réalité, c'est son refus de prévoir et de mettre les moyens qui pourrit la vie de chacun.

Toyota Onnaing : débrayages pour les salaires

À l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord de la France, où 5 000 ouvriers produisent des Yaris, l'ambiance a changé depuis décembre 2021 suite à plusieurs débrayages.

Dans le contexte des négociations annuelles obligatoires sur les salaires (NAO), la direction avait annoncé une augmentation générale de 2,6 %. Inutile de dire que cela ne faisait pas le compte, vu la faiblesse des salaires et la flambée des prix !

Début décembre, les techniciens de maintenance s'étaient organisés pour protester et avaient débrayé. La direction avait cédé assez rapidement, avec des augmentations de salaire pouvant aller jusqu'à 269 euros brut. Bien sûr, elle avait aussi tenté de diviser en n'accordant pas la même augmentation à tous. Mais cela a été vu comme une première victoire, non seulement par les travailleurs de la maintenance, mais dans toute l'usine, où cela s'est rapidement su.

Courant décembre, un groupe de travailleuses et de travailleurs d'une entreprise sous-traitante, Sintax, chargée de l'expédition des voitures, se sont eux aussi organisés pour débrayer, réclamant des augmentations de salaire et des embauches. Dix jours plus tard, et après un nouveau débrayage, leur direction accordait une prime de 900 euros et des facilités pour récupérer les heures de débrayages.

Depuis le retour au travail janvier 22, après une semaine d'interruption, quatre petits débrayages ont encore eu lieu, pour les salaires et les conditions de travail. Dans un secteur, il s'agissait aussi de défendre un Team Leader, un responsable d'équipe ayant 21 ans d'ancienneté, apprécié de ses collègues, menacé de licenciement : rapidement, la direction s'est engagée publiquement à ne pas le licencier. Ce débrayage, avec cette solidarité entre travailleurs, a été extrêmement bien vu dans l'usine.

Ces différents débrayages n'ont concerné qu'un petit nombre de travailleurs, mais ils ont changé l'ambiance, dans cette usine réputée dure. Ils ont montré qu'il est possible de relever la tête et d'imposer des concessions au patron.

C'est ainsi une année 2022 qui commence positivement.

Grève dans les prisons

Comme la plupart des infrastructures publiques, les prisons sont dans un état de sous-investissement chronique. Manque de personnel, surpopulation, dégradation des bâtiments… Tout cela rend la vie impossible au personnel et aux détenus. Comme tous les travailleurs, le personnel carcéral n'a pas eu d'autre choix que de faire grève pour demander une amélioration de leurs conditions de travail.

On peut être sûr que si les capitalistes où les politiciens finissaient en prison chaque fois qu'ils faisaient perdre des millions à l'État, en ne payant pas d'impôts ou en détournant l'argent public, le problème serait vite réglé.

Mais pour voir un jour la justice s'attaquer aux puissants, c'est tout le système capitaliste qu'il faudra mettre par terre.

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !